

Principes du Débat rationnel dirigé

Fauve

novembre 2015

1 Objet

1.1 Définition

Le Débat rationnel dirigé (DRD) est une méthode de discussion normée visant à réduire aux seuls éléments significatifs le cours naturel du raisonnement rationnel et ce en récusant immédiatement les arguments fallacieux et les attitudes non-constructives voir, dans l'idéal, que la discipline de débat fasse en sorte qu'ils n'aient même pas lieu, les règles n'existant que pour rappeler à l'ordre des manquements qui se doivent de rester exceptionnels.

En d'autres termes, l'objectif du DRD est de favoriser un cours fluide de la discussion et de l'expurger de tous les bruits de fond non-significatifs possibles puisqu'ils finissent prévisiblement par être récusés et donc ne changent en rien le cours du raisonnement rationnel et la conclusion qui en découlera mais font, en revanche, perdre du temps, des ressources matérielles et humaines, de la matière mentale et un effort intellectuel supplémentaire qu'il aurait été profitable d'alouer au traitement d'arguments pertinents ou utiles.

1.2 Cibles

De façon générale, sont visés par la censure au sein d'un DRD, les principaux arguments fallacieux répertoriés, les attitudes irrationnelles (entre autre, celles faisant appel à l'émotion) et, d'une certaine manière, les hors-sujet. C'est à dire les arguments ou les actions i) qui seront récusées et ii) dont cette récusation était de toute façon prévisible avant même que l'argument ne soit introduit.

Autrement dit, lorsqu'il s'agit de bruits de fond qui n'apportent strictement rien à la réflexion et dont l'effet sur le cours de la discussion est rigoureusement nul. On pourrait encore dire que ce sont des arguments qui ne font ni conforter d'avantage une certitude que l'on se fait sur un sujet, ni au contraire en font douter ; en bref, des quelles on ne tire littéralement rien.

D'ailleurs, un bon moyen d'identifier de pareils bruits de fond consiste à comparer l'état d'avancement du raisonnement avant l'introduction de pareils arguments avec l'état suivant immédiatement le traitement de cet argument et, si strictement aucune modification ne peut être enregistrée entre les deux états, alors il s'agit d'un bruit de fond.

Sauf cas extrêmement exceptionnels, circonscrit à des sujets particuliers, où c'est la validité même de la logique intuitive et du principe de non-contradiction qui sont remis en cause, ou où le sujet porte sur la physique quantique, tout DRD est censé exclure les principaux sophismes procédant par syllogisme répertoriés.

L'idée sous-jacente en est que, l'invalidité de ceux-ci étant formellement établie, il n'est pas nécessaire d'en refaire la démonstration à chaque occurrence mais plutôt d'en « factoriser » l'irrecevabilité. Si, malgré tout, quelques hippias en herbe parmi l'une des parties décident de remettre en cause le caractère fautif d'un sophisme parmi ceux interdits¹ ils peuvent théoriquement ouvrir un sous-débat portant donc sur la validité du sophisme en question... qui leur donnera nécessairement tort. Et pour cette raison, une telle pratique est jugée mauvaise et devra donc être évitée. Un sujet aussi fondamental devra nécessairement faire l'objet d'une très longue réflexion dédiée car pèse dessus une certitude trop largement raisonnable.

1.3 Délimitations de la définition

1.3.1 Délimitation des arguments exclus

Le DRD n'est évidemment pas un procédé qui tend ou à vocation à favoriser une conclusion particulière, d'influencer dans un sens ou de n'accepter que les arguments qui heurtent ou au contraire confortent une sensibilité ou un point de vue donné. Ne sont pas concernés par l'exclusion les arguments qui « ne plaisent pas » en raison d'une supposée violation de l'esthétique oratoire ou encore de leur inadéquation avec un idéal. Ne sont concernés que les arguments qui, une fois traités, n'aboutissent à aucune modification de l'état du débat, ni en bien, ni en mal, ne font pas plus douter d'une idée que la certifier et ce quelque soit le parti pour lequel ils plaident. Ne sont concernés encore que les attitudes, arguments et autres actions qui n'ont aucune pertinence, et pour lesquels le débat eu autant gagné à ce qu'ils n'y soient pas introduits.

Sont toute fois acceptés les raisonnements s'étant avérés erronés (et ne sont donc pas exclus du débat), s'ils ont été comis de bonne foi² et surtout que ce

¹Selon les sujets, l'*Argumentum ad hominem* peut tantot être banni ou accepté

²Il est difficile de définir ce qui est et ce qui n'est pas de bonne foi, mais dans le cadre d'un DRD il suffit que l'assentiment général estime selon toute sa subjectivité qu'il s'agit de bonne

soit une erreur originale qui ne soit pas communément connue dans le sujet traité et dont la fausseté n'a donc pas pu être démontrée avant. Il s'agit là d'un authentique enrichissement du sujet puisqu'elles permettront d'alimenter la base d'erreurs répertoriées que l'on évitera dans la suite du débat. C'est donc bien de la création de *connaissance*, la connaissance de ce qui ne doit pas être tenu pour vrais.

Il est, toutes fois, toujours possible de rediscuter de ce qui a été considéré comme étant une erreur à condition d'y apporter un élément nouveau susceptible de prouver qu'il n'en s'agit pas d'une. Pour être acceptée, il n'est pas nécessaire que l'introduction de ce nouvel élément aboutisse nécessairement à autre chose qu'un second rejet de l'assertion ; il suffit simplement que cette action n'ait pas un résultat *prévisiblement* irrecevable.

1.3.2 Limites de l'utilité

Enfin, il est nécessaire de rappeler que le DRD ne garrant pas que la conclusion qui en émergera sera nécessairement la meilleure pouvant exister ou seulement valide logiquement car ce n'est pas un mécanisme de vérification systématique, étant donné que la récusation des erreurs est toujours à l'initiative d'individus potentiellement faibles.

Il n'empêche pas ainsi les parties d'un débat de commettre toutes deux la même erreur et de ne pas s'en apercevoir. En revanche, il se contente de soustraire rapidement les erreurs les plus évidentes, et, somme toute, concourt à réduire les risques d'erreurs dans le raisonnement et dans la conclusion mais ne les anihile pas.

Le déroulement d'un DRD ne peut donc être brandi comme preuve de la validité formelle de la conclusion qui en découlerait. Il ne consiste pas plus qu'en un procédé d'optimisation de l'allocation des ressources intellectuelles et d'évaluation de la pertinence d'une discussion.

1.4 Chant d'application

Enfin, le DRD ne peut être organisé qu'autour de sujets factuels et objectifs, et cherche à faire émerger d'après un processus rationnel une réalité objective sur laquelle on peut s'appuyer. Ainsi est-il évidemment insensé de discuter des goûts ou des choix personnels, par exemple.

C'est pourquoi le DRD est bien adapté à deux cas distincts ayant cette exigence sus-citée en partage :

soit pour la considérée comme telle.

Situation « adulte » Le cas qui concorde le plus avec les objectifs et l'esprit général du DRD, est celui où l'ensemble des parties est réputé de bonne foi et, même si chacune en a une opinion pré-établie, elle n'en nourrit pas, à priori, de parti pris émotionnel ou intéressé mais cherche à la confronter au débat contradictoire afin d'obtenir, sinon la solution parfaite, tout du moins, une meilleure solution, plus affinée. Cela correspond très bien à une concertation d'ingénieurs, ou un débat scientifique ou technique, par exemple. Quiconque aurait renoncé à la raison ne devra pas utiliser le DRD. Dans cette situation, les parties ne considèrent leur opinion que comme l'état d'avancement de leur réflexion sur le sujet et non comme une certitude dogmatique ou un horizon indépassable. Elle admettent qu'elle ne *connaissent* pas la réponse à la question débattue mais n'en ont qu'une idée, tout au plus approchante. Aussi le DRD leur permet-il justement de faire progresser leur quête d'amélioration.

Situation « infantile » L'autre cas est celui où l'on suppose que les parties ont un intérêt à manipuler les faits ou que, sans être nécessairement de mauvaise foi, sont trop émotionnellement impliquées pour admettre la fausseté éventuelle de leur opinion, malgré leur contradiction avec les faits.

Le DRD agit alors comme un mécanisme de contrôle invalidant les assertions fallacieuses et contraint à l'usage de la rationalité en pénalisant ceux qui s'en écartent.

Toutefois, dans la plus part des *situations infantiles*, l'on peut légitimement s'interroger sur la pertinence à organiser un DRD ou toute autre forme de discussion car les circonstances y sont d'emblée propices à ce que cette discussion soit constructive. Au-delà même du DRD, un tel cas, mené à l'extrême, signifierait que les participants abusés par les sophismes ou en abusant eux-mêmes aient besoin d'une éducation ou que devrait leur être retirée la responsabilité de prendre des décisions.

L'idéal étant que chaque partie tende à respecter d'elle-même les règles auxquelles elle s'est proposée de s'astreindre ; chacune pouvant, en cas de violation, rappeler à l'ordre l'autre qui devra s'y plier cordialement (ayant admis que les reproches sont valides au sens des règles du DRD). Mais dans un cas de discipline de débat trop disciplinée, peut intervenir un arbitre neutre auquel seront soumis les objections d'arguments et qui se chargera de les gérer ou d'équilibrer le débat.

Si, malgré tout, les règles du DRD sont trop souvent violées, il est nécessaire d'admettre qu'au moins l'une des parties, le plus souvent celle à l'origine des dites violations, est de mauvaise foi ou qu'elle n'est pas capable de présenter une argumentation pertinente et valide (ce qui revient au même) et qu'il est

temps que la discussion preine fin car devenue stérile et qu'elle ne répondra pas aux critères d'objectivité recherchés par un DRD. Un éxeple précis d'un tel cas de figure est, par exemple, illustré par le « Point de Godwin ».

2 Définitions

3 Déroulement

